

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'article III. 106 (bis- nouvel article) (ex-article 144 TCE)

Déposée par Madame Anne Van Lancker, Roger Briesch, Olivier Duhamel, Helle Thorning-Schmidt, Linda McAvan, Luis Marinho, Carlos Carnero - Gonzalez, Ben Fayot, Elena Paciotti, Pervenche Beres, Maria Berger, Caspar Einem, Vytenis Andriukaitis, Emilio Gabaglio, Sylvia-Yvonne Kaufmann, Adrian Severin, Claudio Martini, Proinsias De Rossa, Robert Badinter

après l'article 106 : insérer un nouvel article 106 (bis)

article III. 106 (bis) nouveau

*Dans les domaines visés à l'article III. 99, paragraphe 1, points (j) et (k),
le Conseil,*

sur la base des conclusions du Conseil européen,

sur proposition de la Commission qui prend en compte l'avis du Comité de la protection sociale, et après consultation du Parlement européen, des partenaires sociaux et du Comité de la protection sociale,

- adopte des objectifs communs et des indicateurs communs,

- élabore, le cas échéant, des lignes directrices dont les États membres tiennent compte dans leurs politiques,

- adopte des rapports sur la mise en œuvre de ce processus de coopération.

Les résultats de ce processus seront incorporés dans les Grandes orientations des politiques économiques.

Explication éventuelle :

La Constitution prévoit la coordination des politiques économiques, de l'emploi et sociales à l'article 11 et 14. Les procédures concrètes en ce qui concerne la coordination des politiques économiques, ainsi que celles des politiques de l'emploi sont déjà décrites dans la troisième partie (acquis de Maastricht et de Amsterdam) et font donc parti de l'acquis formel de l'Union. Cela n'est pas le cas pour la coordination des politiques sociales, qui s'est développé dans les faits lors

des sommets succédant le Sommet de Lisbonne. Pour assurer sa continuité, il conviendrait de formaliser cette méthode de coordination dans la partie 3 de la Constitution.

